

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMOISE DE VALORISATION DES DECHET.

CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY
LES ESSILLARDS
51100 Reims

Références : D3 i 2024 – 850
Code AIOT : 0005701463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement REMOISE DE VALORISATION DES DECHET implanté CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMOISE DE VALORISATION DES DECHET.
- CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMIVAL est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Reims une unité de traitement par incinération de déchets ménagers et assimilés. La capacité maximale d'incinération est de 104 000 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant pour la majeure partie de la collecte sur l'agglomération de Reims. L'unité de traitement est équipée de 2 lignes d'incinération de capacité unitaire de 6,5 t/h.

La récupération de chaleur produite par la combustion des déchets permet la fourniture de vapeur au réseau de chaleur urbain et la production d'électricité via un turbo-alternateur.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1	Sans objet
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2	Sans objet
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5	Sans objet
4	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
5	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles issues du document de référence européen (BREF WI), retranscrites au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Deux actions d'amélioration sont néanmoins attendues de l'exploitant, d'une part l'amélioration du plan de gestion des OTNOC afin qu'il soit pleinement adapté au site avec un compteur OTNOC fiable, et d'autre part de réaliser une campagne de mesurage des émissions en période de démarrage et d'arrêt du four sans déchets, afin d'être en mesure d'évaluer ces émissions dès les prochains arrêts d'installation.

En conséquence, il est proposé à M. le Préfet de la Marne de rappeler par courrier les engagements pris par l'exploitant lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.
Constats : <p>Un Plan de gestion OTNOC (REMIVAL) a été établi en 2023 suivant les préconisations de la profession des CVE (Guide FNADE Version 4) et du groupe. Sa révision est prévue avec une fréquence annuelle suivant les situations OTNOC observées lors de l'année écoulée.</p> <p>Ce plan de gestion reprend les éléments demandés par la prescription contrôlée.</p> <p>2 sources d'OTNOC ont été étudiées lors de la visite d'inspection :</p> <p>[1] « OTNOC n°01.09 (= point concernant les déchets humides) » L'exploitant a présenté une procédure « MOP S-REMI-001 » du 23/07/2022 relative à la pratique d'homogénéisation des déchets envoyés dans le four. Cette procédure n'évoque toutefois pas spécifiquement le cas des déchets humides. La fréquence d'occurrence de cette OTNOC semble a priori sous-estimée, mais pourra utilement être actualisée par l'exploitant en fonction de son propre retour d'expérience.</p> <p>[2] « OTNOC n°04.FM (= point concernant les filtres à manches) » : l'exploitant a justifié de la commande de nouvelles manches (la filtration s'effectue au moyen de 4 caissons de 108 manches chacun).</p> <p>S'agissant du comptage des OTNOC, l'exploitant déclare que les compteurs OTNOC ont été mis en place (un par ligne) et sont actuellement en mise au point. La remontée d'information du compteur OTNOC vers le PC WEX (Envea), émettant les rapports de suivi des émissions atmosphériques, permet de relier les situations OTNOC observées avec des éventuels dépassements VLE.</p> <p>L'exploitant dispose de 2 compteurs : un compteur dit « H1 » qui correspond au compteur OTNOC réglementaire, et un second compteur « H2 », utilisé en interne, distinguant le nombre d'heures parmi les celles relevées par le compteur H1 durant lesquelles une VLE n'a pas été respectée.</p> <p>En revanche, au regard du relevé des compteurs OTNOC par sondage (mois d'août 2024), il ressort en effet que le compteur OTNOC n'est pas pleinement opérationnel : actuellement il peut y avoir déclenchement d'OTNOC y compris quand parfois il n'y en a pas (vu pour la ligne L2, durant l'arrêt annuel des installations où une période OTNOC est recensée du 18 au 20/08/2024). Réciproquement on peut donc supposer que certaines 'vraies OTNOC' ne soient pas détectées. De plus, une perte de données (d'enregistrement) a été signalée par l'exploitant, ce dernier a néanmoins pu récupérer les enregistrements.</p> <p>Ces difficultés sont en cours de résolution, l'exploitant travaille en ce sens avec le fournisseur MK</p>

<p>Energie, de sorte à fiabiliser l'outil d'ici à la fin de l'année.</p> <p>L'inspection des installations classées propose que l'exploitant continue de fiabiliser le compteur OTNOC et transmette d'ici la fin d'année les éléments justifiants que le plan de gestion OTNOC est plus adapté / abouti.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant actualise son plan de gestion OTNOC et fiabilise le compteur OTNOC sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>L'évaluation périodique est faite de la façon suivante, suivant des routines usine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réunion journalière sur les problèmes d'exploitation et alertes sur compteurs si incrémentation • un point hebdomadaire • en mensuelle : suivi des compteurs : 250 heures (OTNOC), 60 h (VLE), 60 h (non-disponibilité de mesure), etc. • en annuel : bilan du compteur et revue du Plan de gestion OTNOC (REMOVAL) <p>L'inspection des installations classées considère que ce suivi périodique répond à la prescription contrôlée.</p> <p>Remarque : l'exploitant prévoit l'actualisation annuelle du plan de gestion des OTNOC, à chaque premier trimestre de l'année n+1, sans l'avoir formellement mentionné dans ses documents qualité de suivi de l'établissement. Il semble intéressant d'intégrer cette consigne dans le document qualité ad hoc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prévoit l'actualisation annuelle du plan de gestion des OTNOC, à chaque premier trimestre de l'année n+1, sans l'avoir formellement mentionné dans ses documents qualité de suivi de l'établissement.</p> <p>L'inspection des installations classées juge intéressant d'intégrer cette consigne dans le document qualité ad hoc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : Durant les conditions OTNOC, la mesure des polluants continue de s'effectuer (vu par sondage un enregistrement à la date du 25/08/2024 entre 15h et 16h30 durant une période OTNOC). S'agissant de la mesure à effectuer en l'absence de déchets incinérés, l'exploitant a présenté un devis établi par le cabinet SOCOTEC en septembre 2024. L'exploitant cherche à réaliser ce contrôle dès le prochain arrêt technique durant les semaines 42 à 44 (fin octobre 2024), tout en indiquant qu'une réalisation en 2025 serait plus plausible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.
Constats : Les analyseurs mercure sont installés et fonctionnels. Pour assurer la disponibilité optimale, l'usine a opté pour 2 analyseurs titulaires et un redondant commun. L'usine bénéficie d'un contrat de maintenance full service (GSE3) et les analyseurs sont équipés du système de contrôle SC5000. L'inspection des installations classées a vérifié le QAL 1 transmis par l'exploitant en amont de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération - PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pas de norme - PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948- 4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4
Constats : Les PBDD/PBDF sont analysés tous les 6 mois dans le cadre des analyses semestrielles. Les premières mesures ont été réalisées les 26-27/03/2024. Les PCB de type dioxines sont analysés mensuellement (tous les 28 jours) avec l'analyse des PCDD/PCDF. Les premières mesures ont débuté le 29/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD			
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :			
Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme
Constats : Les travaux d'amélioration des systèmes d'injections des réactifs (minisorb et chaux) ont été entrepris en 2023 pour permettre une éventuelle augmentation du réactif injecté et un traitement plus réactif en cas de pic observé. La fiabilisation de l'injection du minisorb a été augmentée par le remplacement des stations vide big-bag par un silo. Le by-pass a été condamné (modifications de l'analyse fonctionnelle). Les deux derniers rapports semestriels ont été transmis à l'inspection des installations classées. Le respect des VLE est observable via des rapports journaliers et mensuels (Rapport R-EOT jour / mois, Rapport NOC jour / mois, Rapport Flux mois), qui sont communiqués à la DREAL à fréquence mensuelle. *minisorb : famille d'adsorbants minéraux spécialement destinés à capter les dioxines et les furanes			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Procédé	Unité	Valeur limite (1)	
Matières en suspension totales (MEST)	1305	Epuration des fumées	mg/l	30	
		Traitement des mâchefers	mg/l		
Carbone organique total (COT)	1841	Epuration des fumées	mg/l	40	
		Traitement des mâchefers	mg/l		
Métaux et métalloïdes	As	1369	Epuration des fumées	mg/l	0,05
	Cd	1388	Epuration des fumées	mg/l	0,03
	Cr	1389	Epuration des fumées	mg/l	0,1
	Cu	1392	Epuration des fumées	mg/l	0,15
	Hg	1387	Epuration des fumées	mg/l	0,01
	Ni	1386	Epuration des fumées	mg/l	0,15
	Pb	1382	Epuration des fumées	mg/l	0,06
			Traitement des mâchefers	mg/l	
	Sb	1376	Epuration des fumées	mg/l	0,9
	Tl	2555	Epuration des fumées	mg/l	0,03
	Zn	1383	Epuration des fumées	mg/l	0,5
Azote ammoniacal (NH ₄ -N)	1335	Traitement des mâchefers	mg/l	30	
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1338	Traitement des mâchefers	mg/l	1000	
PCDD/PCDF	7707	Epuration des fumées	ng I-TEQ/l	0,05	
<div>(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</div>					

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le site est en zéro rejet.

Type de suites proposées : Sans suite